

# Le Valais se rêve en concurrent d'Elon Musk

**INNOVATION** Un banc d'essai de transport sous vide à ultra-haute vitesse devrait voir le jour dans le Chablais valaisan. Le projet Eurotube a été présenté pour la première fois lundi

GRÉGOIRE BAUR  
@GregBaur

Les attentes étaient grandes autour du projet Eurotube, mais les concepteurs étaient restés très discrets, jusqu'à lundi soir. Pour la première fois, ils ont présenté en public, devant le Conseil général de Collombey-Muraz, leur infrastructure d'essai pour le transport sous vide à ultra haute vitesse.

Durant plus d'une demi-heure, Doré de Morsier et Gerard Güell, deux cofondateurs du projet, ont développé les détails de leur centre de recherche et de développement en la matière, qu'ils comptent implanter dans le Chablais valaisan. Il est basé sur l'Hyperloop, le concept de train futuriste d'Elon Musk. Le patron de la firme spatiale SpaceX a imaginé des capsules se déplaçant dans un tube sous vide, éliminant ainsi toute résistance à l'air et permettant, théoriquement, d'atteindre des vitesses avoisinant 1000 km/h. Pour l'heure, le record est de 323 km/h, réalisé l'an passé en Californie, dans un tube long de 1,6 kilomètre.

## Un tube en béton

Les concepteurs d'Eurotube veulent, eux, construire un banc d'essai deux fois plus long. Leur tube, d'une longueur de 3 kilomètres et d'un diamètre de 2 mètres, longera les rails de chemin de fer entre la zone industrielle de Collombey-Muraz et la gare de Vionnaz, idéalement à une hauteur de 50 centimètres. Autre spécificité, le tube sera construit en béton, contrairement à celui de l'Hyperloop, fait d'acier. En partenariat avec l'EPFL, les concepteurs du projet ont mis au point un prototype de béton, baptisé AlphaShell, qui offre notamment «une perméabilité à l'oxygène extrêmement faible», explique Gerard Güell.



Le tube, d'une longueur de 3 kilomètres et d'un diamètre de 2 mètres, longera les rails de chemin de fer entre la zone industrielle de Collombey-Muraz et la gare de Vionnaz. (DR)

Au terme de la présentation, les interrogations étaient nombreuses de la part des membres du législatif de Collombey-Muraz. La création d'un tube comportant des virages est-elle envisageable? Qu'en est-il du bruit pour les riverains de l'installation? L'implantation de ce projet peut-elle entraîner la création d'une chaire de l'EPFL dans la région? Si les conseillers généraux souhaitent connaître les moindres détails, c'est qu'ils ont entre leurs mains la destinée du projet. Ils devront en effet se prononcer sur le changement de zone de trois parcelles afin de permettre la construction du tube, des gares de départ et

d'arrivée et d'une halle consacrée aux recherches. Avec les possibles oppositions lors de la mise à l'enquête, il s'agit du dernier écueil à passer avant la construction, prévue en 2019 pour une période déterminée.

## Durée de vie limitée

«La durée pour atteindre les objectifs de recherche se concentre sur dix ans, confirme Doré de Morsier. Passé ce délai, le tube sera démonté et le terrain sera renaturé. Ce sera au plus tard en 2028.» Durant ce laps de temps, une dizaine d'emplois seront créés et plus de 30 millions de francs sont nécessaires. De nombreux parte-

naires privés se sont montrés intéressés, selon les initiateurs d'Eurotube, qui ne peuvent pas encore dévoiler de noms. Seul celui des CFF est évoqué.

L'objectif des fondateurs du projet n'est pas de s'enrichir, au contraire. Ils ont d'ailleurs créé une fondation à but non lucratif. Leur ambition première est d'attirer dans la région des équipes de toute l'Europe qui travaillent sur cette technologie. Ils imaginent également compléter les efforts d'Elon Musk en créant, dans le Chablais valaisan, une compétition proche de l'Hyperloop Pod Competition, dont le but est de développer la capsule la plus

rapide. «Contrairement à Elon Musk, nous ne nous limiterons pas aux universités. Les entreprises et les start-up de tout le continent seront les bienvenues», affirme en souriant Doré de Morsier.

Présent aux côtés des fondateurs d'Eurotube, Vincent Pellissier joue le rôle de coach au moment d'affronter les questions des médias. Si le chef du Service cantonal de la mobilité est présent, c'est que l'Etat du Valais y croit. «Ce projet est bénéfique pour le canton et pour le pays. Il permet aussi de renforcer le Valais comme un acteur en termes de mobilité innovante.» Dès les premières sollicitations à la fin de l'année passée,

le canton a donc fait part de son intérêt. Il a même mis la main au porte-monnaie, à hauteur de 200000 francs pour financer les premières études et accompagner les procédures.

L'enthousiasme est similaire du côté de Collombey-Muraz. Pour son président, Yannick Buttet, «la commune ne pouvait pas rêver d'un meilleur projet». Si deux autres sites, en Allemagne et en France, sont également sur les rangs, c'est en Valais que le dossier est le plus avancé. Et la commune chablaisienne va tout faire pour que le projet se réalise sur son sol. Le Conseil communal a déjà déboursé 1 million de francs pour l'achat d'une parcelle, afin de permettre l'implantation d'Eurotube. Il prévoit également de mettre les terrains à disposition gratuitement.

Mais la commune sera aussi bénéficiaire, assure Yannick Buttet. En termes d'image d'abord, mais également d'infrastructures. Si le tube et les gares de départ et d'arrivée seront démontés, la halle de recherche lui reviendra une fois le projet arrivé à son terme. Et pour Yannick Buttet, elle permettra à Collombey-Muraz d'accueillir à l'avenir de nouvelles start-up.

## Un métro entre les villes européennes

Au moment d'évoquer l'avenir, Doré de Morsier estime que d'ici à une vingtaine d'années, un système complet de transport sous vide à ultra haute vitesse pourrait être opérationnel. Il imagine même un réseau qui permettrait de relier les grandes villes d'Europe, qui deviendraient ainsi des stations de métro. Enthousiaste, Vincent Pellissier le rejoint. «Un tube plus grand pour le transport de marchandises ou de personnes est tout à fait imaginable. Naturellement, il s'agit là d'un projet à l'échelon national voire international», conclut-il. ■

## La France gèle les comptes de Hani Ramadan

**SOUPEÇONS** Les avoies de l'islamologue genevois, frère de Tariq Ramadan, seront gelés pour une durée de six mois. Le gouvernement évoque la lutte contre le financement du terrorisme

Le gouvernement français a décidé de geler les avoies de l'islamologue genevois Hani Ramadan, frère de Tariq Ramadan, pour une durée de six mois. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, selon un arrêté publié au Journal officiel.

Contacté, Hani Ramadan a estimé être victime d'un «affichage politique». Selon lui, la mesure prise à son encontre est inutile, car il ne possède aucun avoir en France, pas même un compte bancaire. Le directeur du Centre islamique de Genève a contacté son avocat pour étudier la réponse à donner aux autorités de l'Hexagone.

Hani Ramadan avait été expulsé de France vers la Suisse en avril 2017, après avoir fait l'objet d'une interdiction administrative. Il avait été présenté par le Ministère de l'intérieur comme ayant «dans le passé adopté un comportement et tenu des propos faisant peser une menace grave sur l'ordre public sur le sol français». ■ ATS

## Au nom de l'égalité, un appel national à la grève des femmes

**ACTION** Les assises féministes romandes du 2 juin dernier ont abouti à la décision d'organiser une grève nationale des femmes. Pour commémorer celle de 1991, elle aura lieu le 14 juin 2019

Parce qu'une mobilisation nationale ne s'improvise pas, et que la grève ne fait pas partie de la culture suisse, des collectifs cantonaux s'organisent partout en Suisse pour mettre sur pied une grève féministe qui aura lieu le 14 juin 2019. Celui du canton de Vaud, encadré par le Syndicat du service public (SSP) et Unia, se réunira le 2 juillet prochain pour poser les bases du dispositif.

La date arrêtée n'a rien d'un hasard. Le 14 juin 1991, dix ans après l'inscription de l'égalité entre hommes et femmes dans la Constitution, près d'un demi-million de femmes se faisaient entendre pour que ce principe se concrétise. Leur grève resta symbolique, mais leurs actions furent nombreuses: port de vêtements fuchsia dans toute la Suisse, féminisation des noms de rue, débrayages, grève du zèle dans les foyers, manifestations, cortèges... «A travail égal, salaire égal», revendiquaient-elles. Mais d'importants problèmes se posaient aussi concernant leurs rentes AVS



LÉONORE PORCHET  
DÉPUTÉE VERTE  
(VAUD)

**«L'Etat contrôle bien le travail au noir. Pourquoi pas l'égalité du salaire?»**

trop faibles, voire inexistantes, une insertion dans le marché du travail qui restait très difficile, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale des parents qui était grevée par des horaires scolaires inadaptés et par une pénurie de crèches. Par leur mobilisation, les femmes ont voulu donner un nouvel élan à la marche vers l'égalité. Résultat: une vraie loi sur l'égalité a été créée, un congé maternité adopté quelques années plus tard.

## Dix ans après, même combat

«Aujourd'hui, nous voulons que cette loi soit appliquée. Nous

demeurons très loin d'un système ayant atteint l'égalité. L'Etat contrôle bien le travail au noir dans les entreprises, les matériaux qu'elles emploient dans la construction, pourquoi pas l'égalité du salaire entre les femmes et les hommes?» demande Léonore Porchet, députée verte, active dans le collectif vaudois pour une grève féministe.

Dix ans plus tard, les revendications des manifestantes de 1991 semblent toujours d'actualité, alors avec ce nouveau rendez-vous – dont le compte à rebours est désormais lancé – les organisatrices espèrent une prise de conscience sociétale.

Cette fois la grève sera réelle, espèrent-elles, et touchera encore plus largement la population. Toutes les femmes résidant en Suisse y sont conviées. La grève se fera au niveau du travail comme au niveau du foyer, et sera l'occasion de revendiquer une égalité dans les formations, dans la charge de travail domestique, autant que dans les salaires. Ainsi que de dénoncer les violences faites aux femmes et toutes les formes de harcèlement. ■

AÏNA SKJELLAUG  
@AinaSkjellaug

## Péréquation

### Genève paiera davantage en 2019

Le canton de Genève paiera davantage pour la péréquation financière l'an prochain. Sa facture passera à 299,8 millions contre 297,9 millions cette année. Les autres cantons romands, à

l'exception de Fribourg, recevront plus. Berne verra la manne se réduire. Les cantons à fort potentiel de ressources (ZH, SZ, OW, NW, ZG, BS) verront aussi leur facture augmenter. ATS

PUBLICITÉ

«Vivre plus longtemps, c'est bien. En toute liberté de choix, c'est mieux.»



Thomas Buess  
Group CFO  
à propos d'une vie  
plus longue en toute  
liberté de choix

SwissLife